

Sur la question des services, nous attendons trois types de résultats. Premièrement, un code général des services qui traiterait des futures actions des gouvernements. Deuxièmement, des codes sectoriels traitant de domaines comme les services professionnels et financiers. Et troisièmement, des négociations sur certains problèmes touchant les échanges de services.

Les négociations sur les services sont difficiles. Nous naviguons en eaux inconnues, et la route est jalonnée de nouveaux problèmes. Mais nous espérons faire des progrès significatifs et contribuer ainsi aux négociations du GATT sur les services.

Dans le domaine de l'investissement, les négociateurs traitent des mesures d'investissement liées au commerce, comme les prescriptions en matière d'achats locaux et de résultats à l'exportation. Nous examinerons également les autres questions d'investissement qui surgissent. Le Cabinet contribue de façon particulièrement active à préparer le mandat touchant l'investissement. Les investisseurs américains n'auront pas un accès illimité.

En agriculture, nous nous efforçons de clarifier diverses questions comme les normes techniques, les tarifs et les systèmes de licences d'importation afin de libéraliser le commerce dans cet important secteur. Des progrès dans ce domaine permettront par exemple de mettre fin à la discrimination que les États-Unis exercent à l'encontre des viandes rouges de l'Alberta.

Nous savons que les grands problèmes du commerce des produits agricoles ne pourront être réglés dans les négociations bilatérales avec les États-Unis. Ils doivent être abordés dans une perspective globale.

Permettez-moi maintenant de parler des questions cruciales pour le Canada: les changements à apporter aux recours commerciaux prévus par les législations du Canada et des États-Unis, et un nouveau mécanisme de règlement des différends. Permettez-moi de rétablir les faits sur ces questions.

Premièrement, ni le Canada ni les États-Unis ne veulent pratiquer le braconnage sur le marché de l'autre. Je peux déclarer catégoriquement que nous ne cherchons pas à faire du dumping aux États-Unis ou à y vendre des biens subventionnés.